

Accusé de réception en préfecture
076-217603844-20231130-D99-1123-DE
Date de télétransmission : 05/12/2023
Date de réception préfecture : 05/12/2023

DEPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME

ARRONDISSEMENT DU HAVRE

COMMUNE DE LILLEBONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
CONSEIL MUNICIPAL DU 30 NOVEMBRE 2023

NOMBRE DE CONSEILLERS :

- en exercice 29
- présents 22
- votant par procuration 7
- absent 0
- total des votants 29

xxx

Affichage en mairie et publication sur le site Internet de la Ville de la liste des délibérations
examinées en séance faits le 1^{er} décembre 2023.

xxx

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi trente novembre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le vingt-trois novembre, s'est assemblé en session ordinaire accessible au public dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

Étaient présents :

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire,

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, M. Sébastien MORO, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMAÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Evelyne BAILLEUL, Adjointes,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Michelle DAJON, Mme Brigitte POLLET, M. Tarek HAMMAN, M. Omar BELGHACHEM, Mme Arlette LECACHEUR, M. Patrick WALCZAK, Mme Sylvie DE MILLIANO, M. Patrick CIBOIS, M. Jean-Yves GOGNET, M. Thierry GIMAY, Mme Sourayo OUF, Mme Jennifer BEAUMONT, Conseillers Municipaux.

Excusés :

Mme Nathalie CASTEL	qui donne pouvoir à	Mme Chantal BEAUDOIN
M. Junior MOUDJH A FIONG	qui donne pouvoir à	M. Kamel BELGHACHEM
M. Fabrice LEPAREUX	qui donne pouvoir à	M. Pascal SZALEK
M. Johan GONZALEZ	qui donne pouvoir à	M. Tarek HAMMAN
Mme Marianne DUHAMEL	qui donne pouvoir à	Mme Emmanuelle PATIN
Mme Amel (Djémaïa) TAKARLI	qui donne pouvoir à	M. Patrick CIBOIS
Mme Anne-Lise COUTURE	qui donne pouvoir à	M. Patrick WALCZAK

Absent :

//

formant la majorité des membres en exercice.

Mme Jennifer BEAUMONT est nommée secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

Délibération n°: D.99/11.23

Objet : Mise à disposition de locaux
Aile Langer – ex-école Carnot
Convention
Ville de Lillebonne/Association de Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP)

VILLE DE LILLEBONNE
Réunion du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 30.11.2023

Délibération n°: D.99/11.23

Objet : Mise à disposition de locaux
Aile Langer – ex-école Carnot
Convention
Ville de Lillebonne/Association de Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP)

Madame LONGO rappelle que la Ville de Lillebonne apporte son soutien aux associations qui s'investissent dans la vie sociale, sportive, éducative et culturelle en leur mettant notamment à disposition un local.

Elle apporte ainsi son aide à l'association de Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP) au regard des actions d'intérêt général menées par cette dernière, et ce, en mettant à disposition un local pour l'exercice de ses activités.

C'est ainsi que, lors de sa séance du 10 décembre 2020, le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n°D.141/12.20, la signature d'une convention avec la PEEP pour la mise à disposition d'un local au Centre Léo Lagrange pour l'organisation de permanences et le stockage de matériel.

Cependant, suite au début d'incendie qui s'est déclaré en décembre 2022 dans le hall du centre Léo Lagrange, ce bâtiment communal est fermé aux associations et au public.

La Municipalité a donc proposé à la PEEP, pour une durée d'un an, renouvelable une fois, la mise à disposition de nouveaux locaux, à titre gracieux, à savoir, un local partagé et une pièce de stockage partagée à l'aile Langer – ex-école Carnot.

Il est donc nécessaire de signer avec la PEEP une nouvelle convention pour la mise à disposition de ces locaux.

Cette convention doit faire ressortir la superficie du local attribué et une estimation de sa valeur locative. En effet, la mise à disposition de locaux communaux au profit d'une association est assimilée à une subvention en nature qui doit d'une part, être mentionnée dans la convention de mise à disposition de locaux signée entre l'association et la commune et d'autre part, figurer dans le compte rendu financier dressé par l'association bénéficiaire. Le montant de cet avantage en nature est calculé en fonction de la superficie du local attribué, de sa valeur locative et des charges inhérentes au fonctionnement courant de la structure, au prorata temporis de l'utilisation de ce local par l'association.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1611-4-1 et L1611-4-2, L2121-29, L2144-3, L2313-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L2125-1 qui prévoit que l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général,

Considérant qu'il est nécessaire de signer une convention pour la mise à disposition de locaux situés Aile Langer – ex-école Carnot avec la PEEP,

VILLE DE LILLEBONNE
Réunion du Conseil Municipal
Séance ordinaire du 30.11.2023

Délibération n°: D.99/11.23

Objet : Mise à disposition de locaux
Aile Langer – ex-école Carnot
Convention
Ville de Lillebonne/Association de Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP)

Il est proposé au Conseil Municipal :

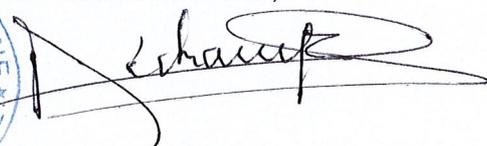
- d'approuver la convention de mise à disposition de locaux, à titre gracieux, situés à l'aile Langer – ex-école Carnot à intervenir entre la Ville de Lillebonne et la PEEP, et ce, pour une durée d'un an, renouvelable une fois,
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer ladite convention et ses éventuels avenants.

DÉLIBÉRATION ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

*Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,*



Le Maire de Lillebonne,


Christine DÉCHAMPS.

La secrétaire de séance,


Jennifer BEAUMONT.



**Convention de mise à disposition de locaux entre la Ville de Lillebonne et
l'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP) du lycée et des
collèges de Lillebonne
Aile Langer - Ex-Ecole Carnot**

Entre les soussignés

La Ville de Lillebonne, représentée par Madame Christine DÉCHAMPS, Maire, domiciliée en Mairie
- BP 20071 - 76170 Lillebonne, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération
n°D./11.23 du Conseil Municipal du 30 novembre 2023,

Ci-après dénommée « LE PROPRIETAIRE »

Et

L'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP) du lycée et des collèges de
Lillebonne, représentée par Madame Patricia MERHANT-SOREL, Présidente, domiciliée au n°18 rue
Kinkerville - 76170 Lillebonne et ayant pour tout pouvoir à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « L'OCCUPANT »

Objet de la convention

La Ville de Lillebonne apporte son soutien aux associations qui s'investissent dans la vie sociale,
sportive, éducative et culturelle en leur mettant notamment à disposition un local.

L'association des Parents d'Elèves de l'Enseignement Public (PEEP) du lycée et des collèges de
Lillebonne a pour objet de rassembler les parents d'élèves ou d'apprentis autour de valeurs communes,
de contribuer au maintien des principes laïques de neutralité scolaire, d'étudier toute question qui
concerne l'intérêt des élèves, d'assurer la représentation des familles dans les conseils d'école,
d'apporter son concours aux administrations et de promouvoir et gérer, dans l'intérêt des élèves et de
leur famille, toutes organisations à caractère éducatif, culturel, sportif ou social.

La commune apporte ainsi son aide à l'association au regard des actions d'intérêt général menées par
cette dernière, et ce, en lui permettant de disposer d'un local pour l'exercice de ses activités.

Article 1 - Locaux et équipements mis à disposition

LE PROPRIETAIRE met à la disposition de L'OCCUPANT :

- Une salle de 42 m² partagée, dite « salle Cérès », avec hall et sanitaires (9 m²)
- Une pièce de stockage de 17,5 m² partagée, dite « salle Apollon » (1^{er} étage)

Situées : Aile Langer - Ex-Ecole Carnot - 64 rue de la libération 76170 Lillebonne

Article 2 – Clauses générales

Un état des lieux contradictoire est réalisé dès l'entrée en jouissance de L'OCCUPANT et à la restitution du ou des locaux.

L'OCCUPANT s'engage à :

- Respecter les conditions d'usage du ou des locaux suivantes :
 - Ne faire aucun aménagement ni modification du local (éclairage, chauffage, prises électriques) sans autorisation écrite préalable du Maire,
 - Ne faire aucun trou dans les murs ou cloisons,
 - Signaler toute dégradation du bâtiment aux services de la Ville et informer des travaux éventuels,
 - Restituer les locaux propres après chaque utilisation,
 - Assurer la fermeture des portes et l'extinction des lumières,
 - S'assurer de la mise en sécurité du bâtiment avant de quitter les lieux,
 - Ne pas fumer à l'intérieur des locaux,
 - Ne pas introduire d'animaux,
 - Ne pas introduire de bouteilles de gaz ou de propane et d'appareils ménagers fonctionnant au gaz ou au propane,
 - Respecter le voisinage et ne pas troubler l'ordre public,
 - N'occuper les locaux que pour y exercer les activités déclarées dans ses statuts,

- Respecter toutes les normes de sécurité liées à l'utilisation du ou des locaux en veillant notamment à :
 - Dégager l'ensemble des sorties de secours,
 - S'assurer du bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité et en prévenant le cas échéant les services de la Ville,
 - Stocker les éléments inflammables dans les locaux prévus à cet effet,
 - Ne pas entreposer d'encombrants (de type palette, carton, conteneur à poubelles etc...) à l'intérieur des locaux,
 - Former les personnels et bénévoles à l'évacuation des locaux en cas d'incendie et procéder à l'affichage des consignes.

De plus, L'OCCUPANT reconnaît n'avoir aucun droit à la propriété commerciale sur les lieux désignés à l'article 1.

Il s'engage à occuper le local personnellement et reconnaît avoir connaissance du caractère incessible de son droit d'occupation. En conséquence, il s'interdit de mettre le local à la disposition d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit.

Article 3 – Assurances

L'OCCUPANT s'engage à fournir au PROPRIETAIRE une copie de son contrat d'assurance multirisque pour l'occupation du ou des locaux mis à sa disposition et objets de l'article 1 de la présente convention.

Le PROPRIETAIRE ne sera en aucun cas tenu responsable des vols, dégradations ou actes délictueux qui pourraient survenir pendant la durée de l'occupation du ou des locaux par l'association.

Article 4 - Clauses particulières

Des sanitaires communs aux autres associations disposant également d'un local dans ce bâtiment sont mis à disposition de l'OCCUPANT et sont situés dans la cour intérieure.

L'entretien de ces sanitaires est assuré par les services municipaux de la Ville.

Article 5 - Conditions de la mise à disposition et valorisation des locaux et équipements

La mise à disposition de la salle Cérès est consentie à titre ponctuel et gracieux, selon un planning établi au 1^{er} janvier de chaque année, en concertation avec le service Relations avec les Associations.

La mise à disposition du local de stockage est consentie à titre permanent et gracieux.

Le montant de cet avantage en nature (pour les locaux hors sanitaires extérieurs) est estimé à :

- 0,86 € de l'heure (valeur 2022), soit un montant annuel de 431,00 € correspondant à 504 heures d'utilisation, pour la salle Cérès,
- 78,00 € annuels/m² (valeur 2022), soit un montant annuel de 1 372,00 €, pour la salle Apollon,

Soit un montant total de 1 803,00 €, montant auquel sont intégrées les charges inhérentes au fonctionnement courant de la structure (eau, électricité, chauffage, entretien de la salle Cérès et des sanitaires) assumées par le PROPRIETAIRE.

Conformément à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales, ce montant devra être inscrit par l'OCCUPANT dans les comptes de l'association (comptes 86 et 87).

L'OCCUPANT prend à sa charge les frais éventuels de téléphonie et d'Internet en cas d'ouverture de ligne individuelle (matériel, installation, abonnement, consommations) et d'entretien des locaux (hors sanitaires et salle Cérès).

Article 6 - Durée de la mise à disposition

La mise à disposition par LE PROPRIETAIRE, du ou des locaux désignés à l'article 1, à l'OCCUPANT, est consentie à compter de la date de signature de la présente convention et pour une période d'un an, renouvelable une fois.

Afin de solliciter le renouvellement de la mise à disposition du ou des locaux à l'issue de cette période, l'OCCUPANT devra adresser au PROPRIETAIRE une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de 3 mois avant la date d'échéance de cette mise à disposition ; le PROPRIETAIRE se réservant le droit de la refuser.

En cas d'acceptation, un avenant à la présente convention devra nécessairement être signé entre l'OCCUPANT et LE PROPRIETAIRE.

Article 7 - Révision et Résiliation de la convention

Toute modification de la présente convention dans sa définition comme dans ses conditions ou modalités d'exécution, en accord entre les deux parties, fera l'objet d'un avenant.

L'OCCUPANT peut à tout moment résilier de plein droit la présente convention en le notifiant au PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

LE PROPRIETAIRE se réserve en outre le droit de demander à l'OCCUPANT, la prise en charge des frais de remise en état qui résulteraient d'une gestion des locaux non conforme aux dispositions prévues dans la présente convention.

La résiliation est encourue de plein droit sans qu'il soit besoin d'autres formalités en cas de manquement de L'OCCUPANT à une quelconque de ses obligations résultant de la présente convention.

Dans ce cas, la résiliation est notifiée par LE PROPRIETAIRE à L'OCCUPANT par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

De même, en cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, LE PROPRIETAIRE se réserve le droit de procéder à la fermeture du ou des locaux mis à la disposition de L'OCCUPANT, et ce, sans préavis, sur arrêté du Maire.

En cas de résiliation ou à expiration de la convention, L'OCCUPANT devra restituer le ou les locaux, en parfait état, dans la limite d'une usure normale. Il devra également restituer le badge remis lors de son entrée dans les lieux.

Rédigé sur quatre pages et en deux exemplaires originaux remis à chacune des parties

<p>A Lillebonne, le</p> <p>Pour la PEEP Lillebonne, La Présidente,</p> <p>Patricia MERHANT-SOREL</p> <p><i>(Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »</i></p>	<p>A Lillebonne, le</p> <p>Pour la Ville de Lillebonne, Le Maire,</p> <p>Christine DÉCHAMPS</p> <p><i>(Signature précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »</i></p>
--	---